# Le Tigre déconfiné

Le magazine du Comité de l'Histoire du Lycée Clemenceau de Nantes

Numéro 71 - Le 11 novembre 2025

Gilbert Burlot (1917-1968) Déporté-Résistant

par Jacques Burlot

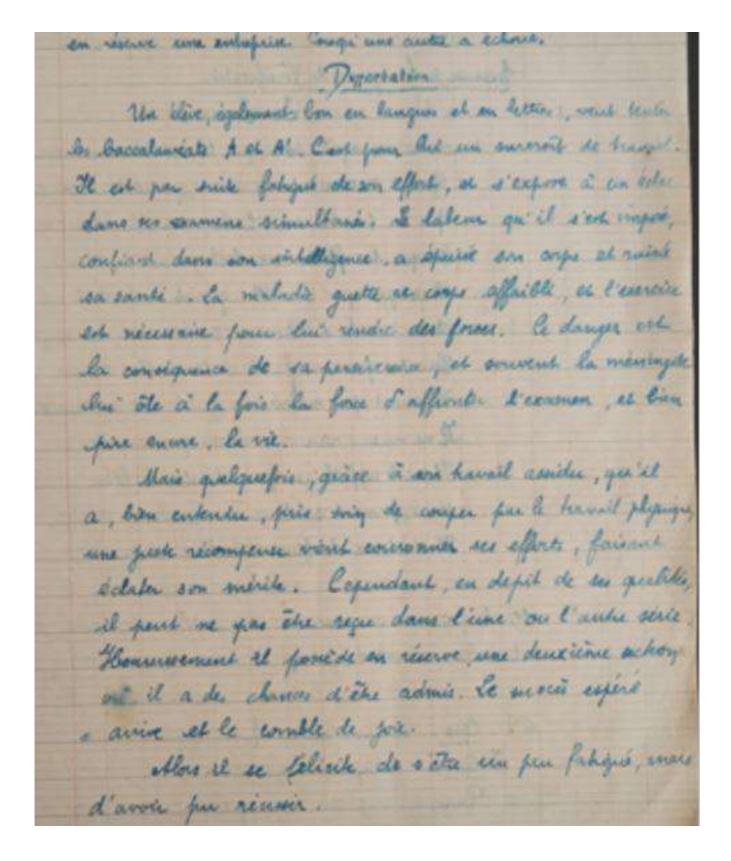
En juin dernier Jacques Burlot nous a contactés, via le site Georges et les autres, en ces termes : « Bonjour, ayant utilisé à plusieurs reprises votre site pour des recherches historiques concernant notamment des résistants (ex : Louis Heyte, camarade de mon père), je me permets de vous écrire afin de vous proposer de vous faire parvenir différents documents concernant ce dernier... »

Il s'en est suivi un échange sympathique et nourri qui aboutit à ce *Tigre déconfiné* écrit sous la plume de Jacques Burlot; nous le remercions pour son extrême disponibilité.

Au fil de la lecture vous trouverez parmi les résistants cités plusieurs anciens élèves du lycée Clemenceau...

Responsable de la publication : J.-L. Liters

jeanlouis.liters@gmail.com



Devoir de vacances durant l'été 1930

Gilbert Burlot a fait ses études au lycée Clemenceau jusqu'au baccalauréat. Il a remporté le bacc 1ère partie série A en 1933 et le bacc 2ème partie Philosophie en 1934.

# Gilbert Burlot (1917-1968) Déporté-Résistant

Gilbert Burlot, déporté-résistant, né le 21 février 1917 à Nantes et décédé le 27 juillet 1968 à Nantes, est un haut fonctionnaire français. Marié et père de cinq enfants, il a travaillé successivement à la sous-préfecture de Châteaubriant et à la préfecture de Nantes, avant d'être déporté à Dachau. A son retour, il entre au Secrétariat Général du Gouvernement, puis à l'Office des Anciens Combattants et Victimes de Guerre et enfin à la RTF. Au moment de son décès, il était maire de la Bernerie-en-Retz.

Monsieur Pierre Leduc, conseiller général, devait dire lors de ses obsèques : « Pour avoir aimé sa patrie, il lui donna ses forces, c'est encore par devoir qu'il vient de payer de sa personne ».

## **BIOGRAPHIE**

#### Jeunesse et Etudes

Fils d'Henri Burlot, chef du bureau central des Chèques Postaux de Rennes, originaire de la Bernerie-en-Retz et d'Henriette Piriou, née à Plomodiern dans la Finistère, il effectue ses études secondaires au Lycée Clemenceau à Nantes, puis supérieures, d'abord en droit à Poitiers, où il obtient une première partie de Licence, puis à Rennes où il obtient une Licence ès lettres et commence une thèse sur la presse en Loire-Inférieure de 1815 à 1852.



#### Parcours Professionnel

A dix-neuf ans, la disparition subite de son père, l'oblige à entreprendre une carrière administrative sans interrompre ses études. Il entre d'abord à la sous-préfecture de Châteaubriant, puis en 1939 à la préfecture de Nantes en qualité de chef de bureau, où il sera arrêté par la Gestapo le 19 mai 1944.

Rapatrié fin mai 1945, il reprend sa carrière à la préfecture de Nantes avant d'être nommé au Secrétariat Général du Gouvernement (Direction Générale de la Fonction Publique), en qualité d'administrateur civil en décembre 1945.

En 1955, il est nommé directeur-adjoint de l'Office National des Anciens Combattants et Victimes de Guerre, dirigé par Henri Ribière. Ce dernier très malade et ayant eu un grave accident de voiture, il assure en réalité seul la direction de l'Office. Il conserve ce poste jusqu'à un accident cardiaque qui l'oblige à interrompre sa carrière, alors que le Grand Chancelier de l'Ordre de la Légion d'Honneur, le Général Paul Dassault, songe à lui confier le secrétariat général de la Grande Chancellerie.

Après un repos de cinq ans, il se considère en état de reprendre de l'activité à la Radiotélévision Française (R.T.F.), où il assure l'administration du journal parlé et du journal télévisé.

Début 1963, il subit une nouvelle attaque, qui l'oblige à renoncer définitivement à toute activité professionnelle.

Il commence alors une nouvelle thèse sur les langues slaves du Sud et devient viceprésident de l'Association France-Albanie. C'est dans ce cadre qu'il se rend en fin d'année en Albanie.

En 1965, il décide de revenir dans sa région natale.

Après avoir été longtemps adjoint au maire de la commune de La Bernerie-en-Retz, il en devient maire, le 26 février 1968 jusqu'à son décès, le 27 juillet de la même année.



Marié, il avait cinq enfants, Eveline, Christian, Odile, Jacques et Nadège, qui seront déclarés Pupilles de la Nation.

#### RESISTANCE

Exempté du service militaire pour des raisons de santé en 1937, il fait une demande d'engagement volontaire en septembre 1939 qui n'est pas prise en compte. Aussi, dès 1940, il entre en contact avec différents groupes de la Résistance : avec Max Veper, abattu par allemands à Nantes le 2 août 1944, à qui il avait fourni des papiers officiels ; avec un réseau d'anciens combattants de la guerre 14-18, qui est décimé en octobre 1941 ; et également, avec M. Pierre Arnaud, sous-préfet de Châteaubriant. Il entre le 1er octobre 1942 dans le réseau Eleuthère (Centrale Praxitelle) des Forces Françaises Combattantes sous le pseudonyme : Barclay, au grade homologué de Lieutenant dans la Résistance Intérieure Française-Mouvement Libération-Nord.

Dès cette époque, il s'efforce de contrecarrer la propagande ennemie et vichiste. Il crée à l'automne 1942 un sous-secteur du réseau Eleuthère centré sur la préfecture de Nantes, où il occupe un emploi de chef de bureau, et rayonnant sur la mairie de Nantes ainsi que sur une vingtaine de communes limitrophes (Brains, Saint-Léger-les-Vignes, Bouaye, La Montagne, Châteaubriant, Saint-Brévin, Ancenis, Montrelais, Le Clion, Pornichet, Vay, Varades...). Il surveille, ainsi, les déplacements des unités ennemies, en particulier, grâce à des intelligences au sein du service des réquisitions allemandes. Il réussit à opérer la mise en place d'agents dans certains services relevant des autorités ennemies, notamment la Kriegmarine de Nantes et l'Organisation Todt de Saint- Nazaire...

Parallèlement, il assure et dirige dans le cadre du mouvement Libération-Nord, l'organisation de groupes de l'Armée Secrète dans les communes indiquées précédemment. Il met sur place une organisation par quartiers, de groupes analogues à ceux de la ville de Nantes, en confiant notamment le commandement à plusieurs agents d'Eleuthère. Au total, 90 personnes sont recrutées avec pour conseiller militaire le commandant Chaumette, ancien officier d'Etat-Major et ex-prisonnier de guerre.

Grâce à cette organisation de nombreux dépôts d'armes légères sont constitués.

Indépendamment des contacts avec les autres agents d'Eleuthère, il travaille en liaison avec le capitaine Monin qui est l'un des dirigeants de l'Armée Secrète, et également avec le Capitaine Ligonday de Basse-Indre.

Par ailleurs, il assure l'hébergement et l'évacuation d'aviateurs anglo-américains abattus ou parachutés auxquels, soit directement, soit par l'intermédiaire de Louis Heyte du réseau Cohors-Asturies ou de Georges Heyte d'Eleuthère, il remet des cartes d'identité parfaitement en règle et dûment revêtues des cachets authentiques de la Préfecture.

Il a également de fréquentes entrevues avec les frères François et René van Pee et avec André Chauvel de Cohors-Asturies ainsi qu'avec bien d'autres chefs de la Résistance locale, en vue d'en perfectionner l'organisation.

Fin 1942 et début 1943, c'est la « relève » et la mise en place du « STO ». Il s'emploie aussitôt à accentuer l'effort de sabotage de ces entreprises en utilisant au maximum les agents de la Préfecture : destruction de convocations, fausses adresses... Ayant introduit un de ses agents au service de recherche des réfractaires, il raye sur les listes remises à la police les noms des réfractaires, entrainant ainsi pour ces derniers la cessation des poursuites, les intéressés étant considérés comme partis en Allemagne. Il dérobe des

quantités massives d'imprimés de cartes d'identité, cartes de travail, certificats de recensement, dont il constitue un stock soigneusement dissimulé. Il dérobe également des cachets, dateurs de toutes sortes à la Préfecture, à la mairie de Nantes et au service du travail. Grâce aux mairies affiliées à son réseau, notamment ceux de Brains, Vay et Le Clion-sur-Mer, il dispose de cartes d'alimentation qui permettent de venir en aide aux réfractaires, prisonniers de guerre, évadés, persécutés raciaux et autres. Il réussit à faire échapper certains à la déportation en les plaçant, grâce à certaines intelligences dans les services allemands (Kriegmarine) avec l'aide de Raymond Malcoste de la mairie de Nantes – Organisation Todt.

Il organise des collectes pour venir en aide aux réfractaires sans ressources (André Chauvel est un des bénéficiaires). Il dirige ensuite certains d'entre eux vers le maquis. Il dispose de tout un arsenal de faux titres, comportant en outre de ceux précédemment énumérés, des cachets allemands dérobés ou imités et même des « Soldbuch » (Livre du soldat allemand).

Son travail de renseignement s'exerce également dans les domaines militaires et administratifs. Au printemps 1943, grâce à une opération menée avec son camarade René Lauge, il réussit à prendre dans les dossiers secrets de la Préfecture de Nantes les plans détaillés des usines de la région, tous des objectifs militaires de premier ordre : Chantiers Navals de Nantes (Chantiers de la Loire, Chantiers de Bretagne, Chantiers Dubigeon, usine de construction de locomotives Batignolles-Châtillon de Nantes, qui est bombardée peu de temps après avec succès, usine de produit chimiques Kuhlmann de Paimboeuf, dépôts et raffineries de pétrole de Nantes, Saint-Herblain, Saint-Nazaire et Donges, usines métallurgiques de Couëron, Indret, Basse-Indre, usine à gaz de Nantes et de Saint-Nazaire, centrales électriques de Nantes, Saint-Nazaire et Cholet...

Il relève l'implantation des défenses intérieures de l'ennemi à Nantes et sur les routes de la région et détermine l'emplacement des points de parachutages possibles.

En juin 1943, il entre en relation, par un de ses adjoints Célestin Surzur, avec trois membres du réseau « CND-Castille » qui souhaitent rejoindre les Forces Françaises Libres en Afriques : Georges Noury (pseudonyme Grand Georges), Victor Pigneux (pseudonyme Sauvage) et Yves Lelchat (pseudonyme Icare).

Il les aide à s'équiper, à organiser leur programme et se pourvoir en papiers d'identité de toutes natures. Il se tient en liaison avec eux jusqu'à leur arrivée à destination. A la suite de cette opération, il entre en contact avec leurs camarades demeurés à Nantes, travaillant à la Standard Française des Pétroles notamment François Vitel qui lui procure un duplicateur à main.

Grâce à cet instrument, aidé de Guy Baron et de Célestin Surzur puis des Frères Heyte, il rédige, imprime et diffuse le journal clandestin Nantais « La Lanterne » dont les numéros (au nombre de trois avant les bombardements de septembre 1943) sont tirés à une centaine exemplaire.

Parallèlement, il assure la diffusion d'autres journaux clandestins tels que la Défense de la France, Libération...

Les fonds récoltés par Venisse du réseau Gilbert à qui il a rendu de nombreux services, en particulier, dans le domaine des titres d'identité, les aide à subvenir aux achats qu'entraine la réalisation du journal.

Les renseignements obtenus dans les domaines administratifs rendent les plus grands services : c'est ainsi que la présence de Yannick Joubert aux Ponts et Chaussées permet d'obtenir des permis de circuler provisoires évitant aux aviateurs alliés les aléas d'un voyage en train.

Les bombardements de Nantes de septembre 1943 survenant après une vague d'arrestations à laquelle il échappe, l'oblige à tout réorganiser. Il remet sur pied les groupes décimés autour du noyau « Préfecture », en liaison avec André Chauvel et reprend le travail quotidien de renseignement.

Il se met à cette occasion en rapport avec Clovis Constant, membre du C.D.L. clandestin (Celui-ci échappe aux arrestations ultérieures et deviendra maire de Nantes à la Libération puis député de la Constituante). Leurs relations devenant très étroites, il peut lui signaler, travaillant à la préfecture au Cabinet du Préfet Edouard Bonnefoy, (déporté, décédé lors du naufrage du Cap Arcona dans la baie de Lubeck le 3 mai 1945), des avis relatifs à des rafles prévues par les allemands dans plusieurs communes rurales permettant ainsi de prendre les mesures préventives nécessaires afin d'empêcher des arrestations.

En janvier 1944, a lieu la plus grande série d'arrestations depuis le début de l'occupation dans le département. Les organisations de résistance sont littéralement décapitées. Etant au Cabinet du Préfet, il peut consulter la liste des arrestations et mesurer l'étendue du désastre. Bien des personnes avec qui il était en contact sont aux mains de l'ennemi : Robert Monin et Pierre Leray de son réseau (ce dernier à Châteaubriant, déporté et mort à Mauthausen le 14 novembre 1944), André Chauvel de Cohors-Asturies, François et René van Pee, Pierre Bouvron de Cohors-Asturies, arrêté le 21 janvier 1944, déporté à Ebensee en Autriche, tué le 9 février 1945 par une piqure de benzine, les frères Heyte. Georges et Louis seront déportés à Mauthausen. Georges sera rapatrié mais Louis décédera le 5 juin 1945 de la tuberculose à l'hôpital de Linz. Célestin Surzur échappe de peu à son arrestation en s'enfuyant, de même que Louis Courbil de son réseau, secrétaire de mairie de Vay, qui se réfugie à Nantes accompagné par un autre de ses agents, Henri Luce. Louis Courbil a recours à son aide pour changer d'identité, se dissimuler et ainsi échapper aux recherches de la Gestapo.

Louis Heyte réussit à lui faire passer un message de prison pour l'aviser que les allemands ont des doutes le concernant également.

Cette période tragique passée, il remet une fois de plus sur pied un sous-secteur avec le concours entre autres de René Lauge de l'Organisation Civile et Militaire (O.C.M.). Ce dernier l'aide à dissimuler son stock de faux papiers et de cachets alors qu'Yves Jouvet remet à Jean- Baptiste Daviais, membre du Comité Départemental de Libération (C.D.L.) clandestin, les faux titres d'identité qu'il fabrique.

Par son ami et agent Pierre Maltete, il entre en relation début février 1944 avec le gendarme Willy Pelletier, agent de liaison du responsable de « Défense de la France » le commandant Henri Maurice, alias Le Flalut, pour le département avec lequel il est mis en contact. Ce contact s'avère très profitable aux deux organisations, mettant en commun leurs moyens de lutte et disponibilités. Il est même désigné pour remplacer Henri Maurice, en cas de capture de celui-ci.

Il prépare un plan d'occupation militaire de la Préfecture de Nantes destiné à servir dans les heures de la Libération. Il s'assure du « plan de protection » secret, du plan de ravitaillement du département en cas d'évènements de guerre, enfin du plan des itinéraires d'évacuation de la zone côtière interdite avec indications des routes que se réservent les allemands. Parallèlement, il poursuit son travail de fabrication des titres d'identité, notamment pour Marcel Eugène alias Dron, responsable pour le département de Cohors- Asturies.

Pendant ce temps, les allemands continuent à frapper le réseau et Jean Ligonday est arrêté le 20 avril 1944. Déporté à Dachau, Allach et Mauthausen, il sera rapatrié.

Le deuxième document important qu'il saisit, est la circulaire de Vichy relative aux relations que les préfets, relevant de l'autorité du Gouvernement, peuvent avoir avec les alliés en cas de débarquement.

Le colonel Brouillard (alias Pierre Nord) relate son arrestation dans une attestation : « Par souci de précaution qui se retourna en l'occurrence contre lui, il avait chargé un membre du réseau Défense de la France, Henri Maurice, avec lequel il était en relation, de mettre en lieu sur le document en attendant sa transmission à l'organisme central. Mais Henri Maurice fût arrêté à la suite de la capture de Willy Pelletier et de Xavier Avril, et torturé, fouillé, il lui fût impossible de nier la provenance de la circulaire qu'il détenait, sans que d'ailleurs la bonne foi et le patriotisme de cet excellent français, père de cinq enfants et chevalier de la Légion d'Honneur, soient à mettre en doute. Les présomptions allemandes à l'égard de Gilbert Burlot se changèrent alors en certitudes et il fût arrêté le 19 mai 1944 par le chef de la SD de Nantes, Doctor Ruppert, qui avait entre ses mains la preuve irréfutable de son appartenance à un organisme de la Résistance.

Son attitude lors des tortures infligées, fût telle qu'aucune arrestation de membre du réseau ne s'ensuivit de son fait, l'intéressé n'ayant rien avoué. »

Détenu à la prison Lafayette de Nantes, il est confronté à Xavier Avril dont il vient d'établir la carte d'identité quelques jours auparavant. Ils jurent tous les deux de ne pas se connaître. Il est condamné à la déportation « pour opinion agressive à l'égard du Reich Allemand ».

#### **DEPORTATION**

Après son passage à la prison de Nantes, il est envoyé au camp de Compiègne. Le 17 juin, il quitte ce camp dans un convoi pour Dachau, restant enfermé pendant trois jours dans un wagon avec 115 autres déportés, sous une température dépassant 30 degrés. Il retrouve également dans ce convoi des camarades de la Résistance nantaise, Jean-Baptiste Daviais qui meure le 9 janvier 1945 (Gabriel Goudy relatera les circonstances de son décès (matricule 72471): « il a été contraint de rester nu dans la neige au sortir de la douche. Il fut frappé de congestion et mourut deux jours plus tard ». Il avait 67 ans), Libertaire Rutigliano décédé le 6 mai 1945 à l'âge de 23 ans d'une infection tuberculeuse. Arrivé à Dachau, après une période de quarantaine, il est envoyé au commando de Landsberg am Lech à environ une centaine de kilomètres de Dachau.



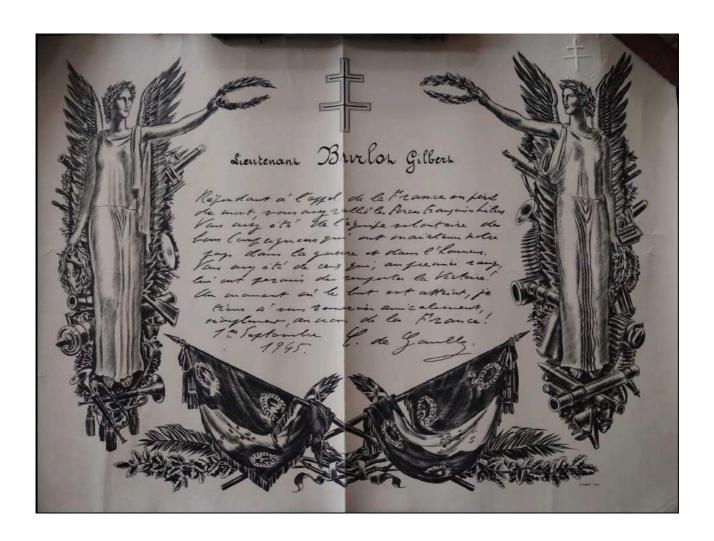
Gilbert Burlot déporté à Landsberg, septembre 1944

Il participe à la résistance clandestine des camps où il se trouve. Il a en particulier comme camarade de déportation à Landsberg Georges Charpak qui obtiendra le prix Nobel de physique en 1992, Marcel Miquet, Georges Arjalies, Albert Fuchs, professeur à l'Université de Strasbourg et des nantais Jacques Choimet et Gabriel Goudy qui deviendra député puis membre du Conseil Economique.

Vers la fin avril, le commandant du camp Willy Wagner, décide de renvoyer les déportés à Dachau.

Les déportés quittent donc Landsberg d'abord pour le commando voisin Kaufering à une dizaine de kilomètres. Là, ils expérimentent les conditions de vie épouvantables infligées aux juifs. Puis, de Kaufering, ils marchent jusqu'à dix kilomètres de Dachau, pour arriver en trois jours à Allach. C'est là qu'ils sont libérés par les américains trois jours plus tard mais subissent une nouvelle quarantaine en raison des risques de propagations des épidémies, en particulier, du typhus.

Après la libération du camp le 30 avril 1945, Gilbert Burlot quitte Allach pour l'île de Reichenau sur le lac de Constance le 25 mai où il est accueilli par la première armée française. Il rejoint ensuite la ville de Constance le 3 mai. A partir de là, il est rapatrié en train sanitaire vers Mulhouse pour regagner Paris le 1er juin 1945 et enfin Nantes.



Après la guerre, proche de Louis Terrenoire et d'Edmond Michelet qui tous deux deviendront ministres du Général de Gaulle, il participe activement à l'Amicale de Dachau, dont Edmond Michelet sera le premier Président. Il en devient vice-Président et rédacteur en chef du bulletin jusqu'à son départ pour son pays natal en 1965, puis Vice-Président Honoraire jusqu'à son décès. Durant ces années à l'Amicale, il se lie d'amitié, en particulier, avec le Docteur Georges Fully, médecin-inspecteur général de l'administration pénitentiaire, assassiné à Paris le 20 juin 1973, le docteur André Bohn, qui devint le deuxième Président de l'Amicale, Pierre Schillio, vice-Président d'Honneur de l'Amicale et son père Lucien, arrivés tous deux à pied des camps d'extermination de l'est et enfin Jacques Songy également futur vice-Président de l'Amicale.



### LES HOMMAGES POSTHUMES DE LA BERNERIE-EN-RETZ

En hommage au passé glorieux de Gilbert Burlot, le conseil municipal de La Bernerie-en-Retz décida le 4 mai 1978 de donner le nom de GILBERT BURLOT à une avenue de la commune. L'inauguration de la nouvelle avenue eut lieu le 13 mai 1978.

En mai 2025, à l'occasion des 80 ans de l'Armistice, l'actuel maire de La Bernerie-en-Retz, Jacques Prieur, rendit à son tour hommage à Gilbert Burlot son prédécesseur, en présence notamment d'élus du Conseil municipal des enfants.



Presse Océan, édition du 16 mai 2025

Gilbert Burlot, titulaire de très nombreuses décorations, était notamment Commandeur de la Légion d'Honneur (décret du 5 décembre 1957).

**Jacques Burlot**